

RUANDA-URUNDI

## Service Pénitentiaire

Prison de

Kigali  
Ruhengeri ✓(3°)  
R-E ~~75681~~  
6638

Nom

: NYIRINKINDI

Origine

: Akazi

Chefferie

: Gusanza

Territoire

: Astide

Profession

: -

N° du R.E.

: 15681

Formule dactyloscopique :

Arrêté le

: 14-4-54

Condamné le

: 21-10-54 à 9 mois et 5 jours

Frais selon Jf.C.P.e.

1/4 de peine

: 21-10-54 après Jugt II. 280 f + 420 f ou 1m. 40 f. C. P. e.

Sorti le

: 14-1-55 / 19.1.55 / 30/3/55

Transféré le

:

Rapatrié le

:

Expulsé le

:

Décédé le

:

LE GARDIEN.

Ruhengeri



10161

TERRITOIRE  
DU RUANDA-URUNDI

RUANDA-URUNDI  
GEBIED

N°

Rappeler dans la réponse  
la date et le numéro.  
In het antwoord vermelden  
nummer en dagtekening.

Réponse au n°

Antwoord op het n°

du

van

ANNEXE

Bijlage

OBJET :

Voorwerp

Usumbura , le 9 décembre 1954.-

N°13/03/2611

Transmis à Monsieur le Gardien de Prison

à Ruhengerie, la fiche du détenu NYIRINKINDI

alias NYAKAGABO RE 6638 dont la libération

conditionnelle est refusée.

Le Chef du Service du Contentieux  
et de la Justice, E. DUCARME



Conseiller Juridique.

## Proposition de Libération conditionnelle.

Indentité : NYIRINKINDI alias NYAKAGABO (nom - prénoms)  
fils (fille) de Semanywa (ev) et de Nyirandaje (+)  
Originaire de Mbayizi, chefferie Busanza, territoire d'Astrida  
âgé de 14 ans environ  
Profession : sans

Frais : 52 frs.  
D.I. : 1520 frs.

Juridiction qui a prononcé la sentence	Tribunal de Résidence du Ruanda
Date du jugement	22 octobre 1954
Motif de la condamnation	Vols qualifiés
Durée de la servitude pénale principale	9 mois et 5 jours
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	14 avril 1954
Décision de la juridiction d'appel	
Date du jugement d'appel	
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	26.10.54 après Jugt
Evasions	
Date de libération définitive	14.1.55

## RESERVÉ A L'AUTORITÉ JUDICIAIRE

Résumé des circonstances de l'infraction — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

Condamné primaire, adolescent de 14 ans, sans profession, célibataire

a frauduleusement soustrait la nuit dans les dépendances d'une maison habitée  
1) au préjudice de Ruvusha 80 kgs. de haricots valant 280 frs. 2) au préjudice  
de Nyiramahe 140 kgs. de haricots valant 420 frs., 3) au préjudice de Nyiramahe  
80 kgs. de haricots, 20 kgs. de café et 50 kgs. de sorgho valant au total 520 frs.  
4) au préjudice de Nyamwegera un panier valant 20 frs., 5) au préjudice de  
Nyiragire un panier valant 20 frs.

L'officier du Ministère Public,

*favorable*  
Kigali 18/10/54

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. - Après trois mois dans les cas contraires.  
Après cinq ans, si la peine est perpétuelle.



Date approximative de naissance

### Décision de l'autorité administrative

[illegible]

Renseignements du Gardien de Prison

sur la situation du condamné, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, les ressources de celle-ci, etc...

Favorable, on le trouve en grande quantité. 22/1.154 Rej. Rej. de

Résidence du Ruande N° R.E. 15681

Prison de Kigali R. M. P. N° 5002/F

FICHE DU DÉTENU : NYIRINKINDI

Originaire de la chefferie Busanza

Territoire Astide

Résidence ou district Ruande

Condamné le \_\_\_\_\_, par \_\_\_\_\_

à \_\_\_\_\_

du chef de val qualifié

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

Tournez s'il vous plaît

# PUNITIONS

Dates	Motif	Peine
<p>7-8-54</p> <p>2. 11. 54</p>	<p>Refus de travail misert à Ruhengeri.</p>	<p>8 jours de cachot néant.</p>



RESIDENCE DE Ruanda  
Territoire de Kigali

AVIS DE TRANSFERT

Nous soussigné

Jacques Peel

Gardien Priso à Kigali

mandons M. le Gardien de la Prison de

Ruhengeri

de vouloir bien incarcérer les nommés :

- 1) MYIRINKINJI
- 2) MUGIRANEZA
- 3) BAZIKORAHU

} suite  
surpopulation  
prison

prévenus de :

Voir dossiers

infraction prévue par :

} Voir dossiers

mis en détention préventive depuis le

suivant pièce dont copie ci-jointe

Escorte :

Bushugunda  
Police 2<sup>me</sup> classe

Kigali, le 28-10-54  
le Gardien Priso,  
J. PEEL

Témoins :

Mushira

Peel

Prrière nous renvoyer 1 exemplaire  
signé pour réception.

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

Reg. du M.P. No

Reg. du rôle. No

TRIBUNAL

DE RESIDENCE DU RUANDA, SÉANT A  
KIGALI

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de

1<sup>re</sup> Instance, résident à Kigali

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à

de recevoir et emprisonner le nommé NYIRINKINDI

préqualifié

condamné par jugement du Tribunal

de Résidence du Ruanda, séant à Kigali

en date du

23 octobre

19

devenu irrévocable le

1er novembre

19

a NEUF MOIS ET CINQ JOURS de SPP.

du chef d

3 vols qualifiés

Kigali

, le

27 octobre

L'Officier du Ministère Public

Date d'arrestation :

14-11-54

80/507



Ruanda-Urundi

REQUISITION

à fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire  
et la contrainte par corps.

Tribunal de **RÉSIDENCE DU RUANDA, SEANT A KIGALI**  
Conseil de guerre

L'Officier du Ministère public près le Tribunal de **1<sup>re</sup> Instance, résidant à Kigali**  
Conseil de guerre de

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de **Kigali**

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé **NYIRINKINDI, préqualifié**

condamné par jugement du Tribunal de **Résidence du Ruanda, séant à Kigali**  
Conseil de guerre de

du **22 octobre** 19**54**, devenu irrévocable le **1<sup>er</sup> novembre 1954**

à de servitude pénale subsidiaire à défaut de  
payer l'amende de (ou) à **CINQ JOURS**

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de **52 francs**

montant des frais du procès (ou) à **UN MOIS ET QUARANTE JOURS** de contrainte par

corps faute de verser la somme de **280 + 420 francs** montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A **Kigali**

, le **9 novembre**

19 **54**

L'Officier du Ministère Public  
**B. VAN DER HEYDEN**

Date expiration s.p.p **14-1-55**

Libéré conditionnellement le **26-10-54**



SA.

# ORDONNANCE DE CONFIRMATION

supplément

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de { Résidence de **Uwanda, résident à Kigali**

Ponction de (1) **Nyirukundi**  
 Vu les pièces de l'instruction à charge de **Nyirukundi**, **munyarwanda, préqualifié, détenu**  
 à la prison de Kigali

prévenu de **Vol qualifié, art. 7 et 11**

Vu l'ordonnance en date du **4 mai 1924**

autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M. **Nyirukundi** agréé par nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du **18 mai 1924**

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à **Kigali** le **18 juillet 1924**

supplément { Résidence de **Uwanda, résident à Kigali**  
 Le Juge du Tribunal de Ponction de

**N. N. N. N.**

**N. N. N. N.**

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



# ORDONNANCE DE CONFIRMATION

Sept 21st

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de

Résidence de D. Luanda, résident à Nizali

Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de NUHMANI, unyarwaada, prechallie,  
détenu à la prison de Libani

```

prévenu de Vol qualifié, art. 79 et al C...P.II.

```

Vu l'ordonnance en date du 17 mai 1974

autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M. ...., avocat agréé par nous, (2).....

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention :

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 19 mai 1954

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à suppléant

le 1<sup>er</sup> juin 1954

Le Juge du Tribunal de

Résidence de Euanne, résidant à Isali

~~Police de~~

R. BOLLING CO.

Change

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
- (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
- (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
- (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.





# ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Supplément  
Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda à Kigali  
Police de (1) NYIRINKINDI préqualifié

Vu les pièces de l'instruction à charge de NYIRINKINDI préqualifié

prévenu de vol qualifié

Vu l'ordonnance en date du 10 mai 1974  
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M agrée par nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 10 mai 1974

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 10 mai 1974

Supplément  
Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda à Kigali  
Police de D. MUGISHO,

*A. Baurgy,*

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

# ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

RMP. 5002/F

L'an mil neuf cent cinquante quatre quatrième jour du  
mois de mai  
Par devant Nous R. BOURGEOIS Juge Suppléant de Tribunal de Résidence de Ruanda à Kigali  
Juge de Tribunal de Police de ..... a comparu le nommé NYIRINKINDI

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence du Ruanda à Kigali  
a exposé qu'une instruction du chef de vol qualifié

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité, que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus de six mois que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose:

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le quatrième jour du  
mois de mai  
Nous R. BOURGEOIS Juge Suppléant du Tribunal de Résidence de Ruanda à Kigali  
Juge de Police de .....

Attendu que le nommé NYIRINKINDI  
est prévenu de vol qualifié  
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Ruanda à Kigali

Attendu que l'infraction est punissable de peine de SPP supérieure à six mois  
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la requisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé NYIRINKINDI  
soit conduit et détenu à la prison de Kigali

Notifié au prévenu le ..... 195...

Le Juge. Suppléant,  
R. BOURGEOIS,



**MANDAT D'ARRET PROVISOIRE**

(Décret du 11 juillet 1923)

**PRO JUSTITIA**

Nous, Officier du Ministère Public près le Tribunal de Première Instance d'Usumbura,

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

prévenu de

Infraction prévue par l'art.

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est passible d'une peine de ..... ans de S.P.P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923

Mandons et ordonnons que le susdit

soit arrêté et conduit à la maison centrale d'

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à ..... le ..... 1954

L'Officier du Ministère Public,





PROCES-VERBAL D'ARRESTATION.-

L'an mil neuf cent cinquante-quatre; le quatorzième jour du mois d'avril,

NOUS, A. CHAUVAUX, Officier de Police Judiciaire à compétence générale

Avons en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale saisi le nommé NYIRINKINDI fils de Semanwa (ev) et de Nyirandaje(+) originaire du territoire d'Astrida; chefferie Busanza, sous-chefferie Mbazi et y résidant.

inculpé de: Vol qualifié et attendu que l'infraction commise par cet indigène est punissable de (1) plus de deux mois (2) au moins six mois de servitude pénale et (1) qu'elle est flagrante ou réputée telle (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire à Monsieur le Gardien de Prison d'Astrida.

Je jure que le P.V. est sincère,

L'Officier de Police Judiciaire'

A. CHAUVAUX,



(1)(2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou réprimer l'infraction.-

TERRITOIRE  
DU RUANDA-URUNDI

RUANDA-URUNDI  
GEBIED

N° .....

Rappeler dans la réponse  
la date et le numéro.  
In het antwoord vermelden  
nummer en dagtekening.

Réponse au n° .....

Antwoord op het n°

du ..... 19.....  
van

..... ANNEXE  
Bijlage

OBJET :  
Voorwerp

Minutée par :  
Geminuteerd door :

Copiée par :  
Afgeschreven door :

Collationnée par :  
Gecollationneerd door :

Reçue le :  
Ontvangen de :

, le  
de